

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 4 avril 1984

La séance est ouverte à 14 heures.

● (1405)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

L'URSS—LA SITUATION DE YOURIY CHOUKHEVYTCH

L'hon. Steven E. Paproski (Edmonton-Nord): Monsieur le Président, Youriy Choukhevytch est un prisonnier politique ukrainien de 50 ans qu'on persécute depuis 30 ans. Purgeant actuellement la 31^e année de sa peine d'emprisonnement, il n'a été libre que pendant quatre ans depuis l'âge de 15 ans. Son cas est un tragique exemple de la persécution à laquelle se livrent les Soviétiques contre les mineurs qu'ils tiennent responsables des convictions et des activités politiques de leurs parents. Ils sont victimes d'un système juridique qui punit ceux qui refusent de dénoncer leurs parents et leur cause ou de s'en dissocier. Choukhevytch incarne, en fait, le destin cruel qui est réservé aux milliers d'Ukrainiens, de Polonais, de Lettons, de Lithuaniens et de Tchèques qui ont persisté, envers et contre tous, à défendre l'idée d'un État national et leur droit à l'auto-détermination.

Nous vous prions, monsieur le Président, vous, le premier d'entre nous, à intervenir au nom de Youriy Choukhevytch et de l'humanité. Il faut faire pression auprès de l'Union soviétique afin qu'elle mette fin à sa façon insidieuse de persécuter des mineurs à cause des convictions et des activités politiques de leurs parents.

* * *

[Français]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES ALLÉGATIONS PARUES DANS LES MEDIA

M. Marcel Dionne (Chicoutimi): Monsieur le Président, la semaine dernière je lisais un article publié dans un journal de l'Ontario, article qui prétendait que la circonscription de Chicoutimi représentait la population dont le revenu per capita était le plus bas au Canada, et dont les difficultés économiques étaient les plus grandes.

Monsieur le Président, je dois signaler que lundi dernier, parallèlement à cette annonce, j'annonçais la nomination des professionnels qui auront à s'occuper du réaménagement portuaire de Chicoutimi, et ce pour un montant de 9 millions de dollars. Je dois dire également que la construction du port à Chicoutimi a débuté et cela met en cause une somme de 50 millions de dollars. Sachant d'autre part que la base de Bagotville a été reconnue comme étant très importante pour la défense aérienne de notre pays, de l'OTAN et des États-Unis,

et il faut dire que le gouvernement libéral a consenti à y faire une dépense de l'ordre de 54 millions de dollars, je me dois de signaler que, même si cet article est un peu négatif à l'endroit de la circonscription de Chicoutimi, le gouvernement canadien, par le biais de sa politique énergétique, vient d'annoncer la construction d'un pipe-line pour une somme de 240 millions de dollars dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Donc, monsieur le Président, vous constaterez avec moi ceci: sur le plan des infrastructures, nous avons une région qui deviendra très attrayante pour l'industrie étrangère susceptible de venir s'installer chez nous, et en plus, il faut savoir que cette région recèle une ressource humaine extraordinaire.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LA NÉCESSITÉ DE CRÉER UN PROGRAMME DE RECYCLAGE ET D'ENCOURAGER LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Girve Fretz (Érié): Monsieur le Président, le ministre des Finances (M. Lalonde) a beau prétendre que la relance est amorcée et que l'économie est en plein essor, la réalité est tout autre. Les 500 employés mis à pied par Inco, à Port Colborne, ou la plupart des 50 employés licenciés à la suite de la fermeture de l'usine Hart et Cooley, à Fort Érié, en savent quelque chose. Pourquoi ces mises à pied? Pour deux raisons: aucun programme global de recyclage et le manque de recherche et de développement.

Si l'économie était vraiment saine, comme dit le ministre, n'importe quel travailleur mis à pied par une industrie serait rapidement recyclé pour être embauché ailleurs. Nous devrions recycler les gens qui fabriquaient des pare-chocs chromés et leur offrir des programmes qui leur permettraient d'obtenir des emplois dans le secteur de la haute technologie. Ils devraient être en train d'apprendre à fabriquer des ordinateurs et des satellites au lieu de se tourner les pouces et de subsister grâce à l'assurance-chômage ou à l'assistance sociale.

Il ne faut pas négliger non plus la recherche et le développement. Il est renversant de constater qu'une société ouest-allemande occupe 30,000 employés, seulement pour la recherche et le développement industriels—plus que le gouvernement canadien ne dépense à ce titre. La société américaine IBM a plus de chercheurs que le gouvernement fédéral.

C'est à se demander pourquoi le gouvernement ne considère pas la recherche et le développement comme un investissement dans l'avenir? Le gouvernement se targue de relever les défis des années 80, et pourtant, il n'alloue que 1.1 p. 100 du PNB à la recherche et au développement, contre 1.4 p. 100 en 1968 lorsque le premier ministre (M. Trudeau) en était à ses débuts. Si les candidats à la direction du parti libéral n'étaient pas si pressés de critiquer les réalisations du chef...